

doc  
CA1  
EA  
83T24  
EXF

DOCS

CA1 EA 83T24 EXF

Text of a letter of July 15, 1983  
from the Honourable Allan J.  
MacEachen, Deputy-Prime Minister  
and Secretary of State for E  
43237217

b1920133 (E)  
b2 336054 (F)

SECRETARY  
OF STATE  
FOR EXTERNAL  
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE  
D'ÉTAT AUX  
AFFAIRES  
EXTÉRIEURES.

TEXT OF A LETTER OF JULY 15, 1983  
FROM THE HONOURABLE ALLAN J. MACÉACHEN,  
DEPUTY-PRIME MINISTER AND  
SECRETARY OF STATE  
FOR EXTERNAL AFFAIRS,  
TO THE SECRETARY OF STATE,  
GEORGE SHULTZ,  
CONCERNING THE CANADIAN GOVERNMENT  
DECISION TO TEST THE  
CRUISE MISSILE

TEXTE D'UNE LETTRE DU 15 JUILLET 1983  
DE L'HONORABLE ALLAN J. MACÉACHEN,  
VICE-PREMIER MINISTRE ET  
SECRÉTAIRE D'ÉTAT  
AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,  
AU SECRÉTAIRE D'ÉTAT,  
GEORGE SHULTZ,  
CONCERNANT LA DÉCISION DU  
GOUVERNEMENT CANADIEN  
DE METTRE À L'ESSAI  
LE MISSILE DE CROISIÈRE DÉARMÉ

43-237-217 / 43-257-535

RECEIVED  
JUL 15 1983  
SECRETARY OF STATE  
FOR EXTERNAL AFFAIRS

OTTAWA, Ontario  
K1A 0G2

July 15, 1983

The Hon. George P. Shultz  
Secretary of State  
State Department  
WASHINGTON, D. C.

Dear George,

You will recall that when I wrote to you on January 21, I underlined the serious concern of the Canadian people about the decision their Government might take on the anticipated U.S. request to test the cruise missile in Canada. At that time I stressed how important it was for the Government to be able to assure the Canadian public that the arms control aspect of the negotiations in Geneva is being pursued as vigorously and as earnestly as is the deployment of new missiles.

The Canadian Government has considered very carefully your Government's request under our framework agreement to test the cruise missile in Canada. I am now in a position to inform you that the Government has decided to approve the request.

Because the weapons-testing issue raises fundamental questions affecting global security, my Cabinet colleagues have asked me to write you to set out in some detail the context in which this decision has been taken.

Canada joined in the NATO "two-track" decision in 1979, under which new Allied missiles will be deployed in Europe beginning this year unless a verifiable agreement can be reached with the Soviet Union to make this action unnecessary. When we met with our NATO colleagues in Paris

...2

in June we agreed that, if the negotiations are to succeed, it will be important for all the Allies to stand together behind their decision. As our contribution to this solidarity, Canada has agreed to help test vital components of the technology of the cruise missile.

At the Williamsburg Summit Conference our leaders pledged themselves to "devote our full political resources to reducing the threat of war." Now that we have agreed to participate in the development of a major weapons system, we believe that Canada has an even greater obligation to join in the search for a secure peace. For this reason, the Canadian Government has resolved to be even more vigorous than in the past in promoting creative disarmament and arms control initiatives. More particularly, it is the Canadian Government's firm intention to redouble its efforts in the coming months to contribute to the progress and eventual success of current negotiations. I am pleased that we appear to be on the verge of approving a new set of negotiations in the Conference on Disarmament in Europe, to be held in Stockholm.

As you may be aware, George, one of our major long-standing preoccupations in Canada has been to achieve a greater degree of mutual confidence and trust between East and West. It has been and continues to be our firm belief that the problem of verification is at the core of the disarmament and arms control issues. The Canadian Government therefore proposes to press vigorously the issue of verification in forthcoming disarmament and arms control negotiations.

In your reply to my letter of January 21, you expressed agreement with my view of the importance of intensified consultations between our two Governments on these vital issues in the months ahead. I look forward to an enhanced dialogue between us, in which I shall be pursuing with you the themes mentioned above.

Yours sincerely,

Allan J. MacEachen

OTTAWA, Ontario  
K1A 0G2

Le 15 juillet 1983

L'honorable George P. Shultz  
Secrétaire d'État  
Département d'État  
WASHINGTON, D.C.

Monsieur le secrétaire d'État,

Vous vous rappellerez que, dans la lettre que je vous adressais le 21 janvier, je soulignais l'intérêt marqué que portait la population canadienne à la décision que pourrait prendre son gouvernement lorsque lui parviendrait la demande attendue des États-Unis en vue de la mise à l'essai du missile de croisière au Canada. À ce moment, j'avais souligné combien il importait que le Gouvernement puisse donner au public canadien l'assurance que l'on cherchait, dans le cadre des négociations de Genève, à réaliser un accord sur le contrôle des armements avec la même vigueur et la même ardeur que l'on mettait à préparer le déploiement de nouveaux missiles.

Le Gouvernement canadien a étudié très attentivement la demande de mise à l'essai du missile de croisière au Canada que votre Gouvernement a présentée en vertu de l'accord-cadre. Je suis maintenant en mesure de vous informer que le Gouvernement canadien a décidé d'accéder à cette demande.

Étant donné que les essais d'armes soulèvent des questions fondamentales qui touchent à la sécurité mondiale, mes collègues du Cabinet m'ont demandé de vous écrire pour vous exposer de façon quelque peu détaillée les raisons qui ont motivé cette décision.

Le Canada a souscrit à la décision à "deux volets" de l'OTAN en 1979, décision aux termes de laquelle de nouveaux missiles de l'Alliance seront déployés en Europe à compter de cette année à moins que n'intervienne avec l'Union soviétique un accord vérifiable qui rende cette action inutile. Lorsque nous nous sommes réunis avec nos collègues de l'OTAN à Paris en juin, nous avons convenu que les négociations ne pourront être couronnées de succès que si les Alliés s'en tiennent solidairement à la décision qu'ils ont prise. Comme signe de cette solidarité, le Canada a convenu d'aider à la mise à l'essai des composantes vitales de la technologie rattachée au missile de croisière.

Lors du Sommet de Williamsburg, nos dirigeants se sont engagés à "consacrer toute [leur] volonté à réduire la menace de guerre." Maintenant que nous avons accepté de contribuer au développement d'un important système d'armement, nous estimons que le Canada se doit d'autant plus de participer à la recherche d'une paix stable. Voilà pourquoi le Gouvernement canadien a pris la résolution de promouvoir plus vigoureusement encore que par le passé des initiatives créatrices dans le domaine du désarmement et du contrôle des armements. De façon plus particulière, il a la ferme intention de redoubler d'efforts au cours des mois qui viennent pour contribuer au progrès et au succès des négociations en cours. À ce propos, je suis heureux de constater que nous semblons sur le point d'approuver la tenue d'une nouvelle série de négociations dans le cadre de la Conférence sur le désarmement en Europe, qui se déroulera à Stockholm.


Comme vous le savez peut-être, mon cher George, les Canadiens ont depuis longtemps à cœur le renforcement de la confiance entre l'Est et l'Ouest. Nous avons toujours eu la ferme conviction que le problème de la vérification est au centre des questions liées au désarmement et au contrôle des armements. Voilà pourquoi le Gouvernement canadien entend mettre résolument l'accent sur la question de la vérification lors des négociations prochaines sur le désarmement et le contrôle des armements.

Dans votre réponse à ma lettre du 21 janvier, vous conveniez avec moi de l'importance de consultations plus suivies entre nos deux Gouvernements sur ces questions vitales au cours des mois qui allaient suivre. Je me réjouis à la perspective d'un dialogue plus intense entre nous sur les points que je viens d'évoquer.

Je vous prie de croire, Monsieur le secrétaire d'État, à l'assurance de ma plus haute considération.

Allan J. MacEachen

LIBRARY E / BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20026459 9

DATE DUE		DATE DE RETOUR	
APR 25 1983	1003		
MAY 18 1983	1773		

DOCS  
 CA1 EA 83T24 EXF  
 Text of a letter of July 15, 1983  
 from the Honourable Allan J.  
 MacEachen, Deputy-Prime Minister  
 and Secretary of State for E  
 43237217



60984 81800